

**UCB**

société anonyme

ayant son siège social à Anderlecht (1070 Bruxelles), Allée de la Recherche, 60,  
arrondissement judiciaire de Bruxelles

Registre des personnes morales numéro 0403.053.608.

\* \* \*

Constituée suivant acte reçu par le notaire Edouard VAN HALTEREN, à Bruxelles, en date du vingt-six mai mil neuf cent vingt-cinq, publié aux annexes au Moniteur belge des quinze/seize juin suivant, sous le numéro 7798.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire Damien HISETTE, notaire associé à Bruxelles, du cinq mars deux mille treize, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 2013-03-27 / 0048704.

**MODIFICATIONS DES STATUTS****L'AN DEUX MILLE TREIZE****Le vingt-cinq avril**

Au siège social,

Devant **Damien HISETTE**, notaire associé à Bruxelles

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme UCB, ayant son siège social à Anderlecht (1070 Bruxelles), Allée de la Recherche, 60.

**-\* Bureau \*-**

La séance a été ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Gerhard MAYR, né au Caire (Egypte), le 5 décembre 1946, domicilié à SW1 W9AQ Londres (Royaume-Uni), Eaton Square 95, en présence du notaire.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Marieke WYCKAERT, née à Uccle, le 25 septembre 1961, domiciliée à 3020 Herent, Wilsesesteenweg 113.

Le Président choisit comme scrutateurs :

- Madame Bridget van RIJCKEVORSEL, née à Uccle, le 19 février 1947, domiciliée à 1150 Bruxelles, clos du Soleil 6 ; et,

- Monsieur Cyril JANSSEN, né à Uccle, le 17 décembre 1971, domicilié à 1310 La Hulpe, rue Gaston Bary 89.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

**-\* Composition de l'assemblée \*-**

Sont présents ou représentés à l'assemblée les actionnaires dont l'identité ainsi que le nombre de titres dont chacun d'eux est propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée, laquelle a été signée par tous les actionnaires ou porteurs de procuration présents, les membres du bureau et le notaire.

Les procurations y mentionnées sont annexées aux présentes.

**-\* Exposé du président \*-**

Le Président expose que :



I. Ordre du jour.

La présente assemblée a pour ordre du jour :

- E.1. Rapport spécial du Conseil d'Administration relatif à l'utilisation et aux fins du capital autorisé, établi en application de l'article 604 du Code des sociétés**
- E.2. Modification de l'article 6 des statuts par l'ajout d'un second alinéa à cet article. L'unique alinéa existant deviendra le premier alinéa de l'article 6**

Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide d'autoriser le Conseil d'Administration à augmenter le capital social. Par conséquent, l'Assemblée Générale décide d'ajouter le texte suivant comme second alinéa à l'article 6 :

Second alinéa

*« Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social à concurrence d'un montant maximal de cinq cents millions d'euros (€ 500 000 000), notamment en émettant des droits de souscription ou des obligations convertibles.*

*Le Conseil d'Administration est expressément autorisé à utiliser cette autorisation pour les opérations suivantes :*

- 1. Les augmentations de capital ou les émissions d'obligations convertibles ou de droits de souscription à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires est limité ou supprimé.*
- 2. Les augmentations de capital ou les émissions d'obligations convertibles à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.*
- 3. Les augmentations de capital effectuées par incorporation de réserves et/ou de primes d'émission.*

*Cette augmentation de capital peut revêtir toute forme quelconque, notamment (sans toutefois s'y limiter) des apports en numéraire ou en nature, avec ou sans prime d'émission, ainsi que par incorporation de réserves et/ou de primes d'émission, dans les limites permises par la loi.*

*Le recours à l'autorisation conférée par le présent alinéa peut uniquement s'effectuer par majorité spéciale au sein du Conseil d'Administration, à savoir d'une part, une majorité des administrateurs indépendants et d'autre part, une majorité des administrateurs représentant l'actionnaire de référence. Aux fins du présent article, l'actionnaire de référence désigne la personne (ou les personnes) représentant une société qui a procédé à une notification conformément à l'article 74 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition.*

*L'autorisation du présent alinéa est conférée au Conseil d'Administration pour une durée de cinq ans à dater de sa publication. »*

- E.3. Modification supplémentaire de l'article 6 des statuts par l'ajout d'un troisième alinéa à cet article**

Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide d'autoriser le Conseil d'Administration à augmenter le capital social en cas d'offre publique d'acquisition sur des titres de la société. Par conséquent, l'Assemblée Générale décide d'ajouter le texte suivant comme troisième alinéa à l'article 6 des statuts :

Troisième alinéa

*« Le Conseil d'Administration est expressément autorisé à augmenter, en cas d'offre publique d'acquisition sur des titres de la société, en une ou plusieurs fois le capital social à concurrence d'un montant maximal de cinq cents millions d'euros (€ 500 000 000), notamment en émettant des droits de souscription ou des obligations convertibles, selon les modalités et dans les conditions*

énoncées à l'article 607 du Code des sociétés, et selon les mêmes modalités et dans les mêmes conditions que prévues dans le second alinéa ci-dessus.

L'autorisation du présent alinéa est conférée au Conseil d'Administration pour une durée de trois ans à dater de sa publication.

Le montant total de l'augmentation du capital social décidé en application du présent alinéa et du second alinéa ci-dessus ne peut être supérieur au montant de cinq cents millions d'euros (€ 500 000 000).

Le Conseil d'Administration est habilité, avec plein pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte des augmentations de capital consécutives à l'exercice de ses pouvoirs en vertu du présent alinéa et du second alinéa ci-dessus. »

**E.4. Modification de l'article 11 a) des statuts dont le texte doit être remplacé par le texte ci-dessous et complété par une nouvelle disposition transitoire**

Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide de remplacer l'article 11 a) des statuts par le texte suivant :

« Les actions sont nominatives ou dématérialisées, au choix de l'actionnaire et dans les limites des dispositions légales.

Disposition transitoire : Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les actions entièrement libérées sont nominatives, dématérialisées ou au porteur, au choix de l'actionnaire et dans les limites des dispositions légales. Les titres au porteur de la société, déjà émis et inscrits en compte-titres au premier janvier deux mille huit, existent sous forme dématérialisée à partir de cette date. Les autres titres au porteur seront, au fur et à mesure de leur inscription en compte-titres à partir du premier janvier deux mille huit, également automatiquement convertis en titres dématérialisés. »

**E.5. Remplacement de l'article 12, du troisième alinéa jusqu'à la fin, par une nouvelle formulation**

Proposition de décisions :

L'Assemblée Générale décide de remplacer l'article 12 des statuts, du troisième alinéa jusqu'à la fin, par le texte suivant, afin de renouveler l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration concernant l'acquisition et l'aliénation des actions propres :

« Le Conseil d'Administration est autorisé à acquérir, en bourse ou hors bourse, sous forme d'achat, d'échange, d'apport ou de tout autre type d'acquisition, directement ou indirectement, le nombre maximum d'actions propres autorisé par la loi à une contrevaletur par action au maximum égale au cours le plus élevé de l'action de la société sur la bourse d'Euronext Brussels le jour de l'acquisition et au minimum égale à un euro (€ 1). La présente autorisation est conférée pour une durée de cinq ans à dater de la date de l'Assemblée Générale qui l'a approuvée.

Le Conseil d'Administration est autorisé à acquérir, en bourse ou hors bourse, sous forme d'achat, d'échange, d'apport ou de tout autre type d'acquisition, directement ou indirectement, des actions propres conformément au Code des sociétés dès lors que cette acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent. La présente autorisation est conférée pour une durée de trois ans à dater de sa publication.

Le Conseil d'Administration est autorisé à aliéner, en bourse ou hors bourse, sous forme de vente, d'échange, d'apport ou de tout autre type d'aliénation, directement ou indirectement, des actions propres conformément à l'article 622, § 2, premier alinéa du Code des sociétés. Ce mandat est conféré pour une durée illimitée. Afin de lever toute ambiguïté : la présente autorisation inclut l'aliénation nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

Le Conseil d'Administration est autorisé à aliéner, en bourse ou à la suite d'une offre en vente, directement ou indirectement, des actions propres conformément



à l'article 622, § 2, 2e partie, second alinéa du Code des sociétés dès lors que cette aliénation est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent. La présente autorisation est conférée pour une durée de trois ans à dater de sa publication.

Les autorisations conférées au Conseil d'Administration en vertu du présent article s'appliquent à toutes les acquisitions ou aliénations des actions de la société effectuées, directement ou indirectement, par les filiales directes de la société au sens de l'article 627 du Code des sociétés. »

#### **E.6. Décision devant uniquement être mise au vote en cas de rejet de la proposition E.5**

Modification des limitations en ce qui concerne l'acquisition d'actions propres adoptées au cours de l'Assemblée Générale du 6 novembre 2009. Cette décision permettra à UCB SA de monétiser les options sur des actions UCB SA qu'elle détient actuellement à de meilleurs prix, par rapport à ce que permettrait le cadre de l'autorisation actuelle de l'Assemblée Générale de 2009.

##### Proposition de décision :

Vu que la proposition E.5 ci-dessus n'a pas été acceptée, l'Assemblée Générale décide de modifier les limitations en ce qui concerne l'acquisition d'actions propres stipulées au cours de l'Assemblée Générale du 6 novembre 2009, puisque cette modification permettra à UCB SA de monétiser les options sur des actions UCB SA qu'elle détient actuellement à de meilleurs prix par rapport à ce que permettrait le cadre de l'autorisation actuelle de l'Assemblée Générale de 2009.

Par conséquent, l'Assemblée Générale décide de renouveler l'autorisation conférée en 2009 et d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir, en bourse ou hors bourse, sous forme d'achat, d'échange, d'apports ou de tout autre type d'acquisition, directement ou indirectement, le nombre maximum d'actions propres autorisé par la loi à une contrevaletur par action au maximum égale au cours le plus élevé de l'action de la société sur la bourse d'Euronext Brussels le jour de l'acquisition et au minimum égale à un euro (€ 1). La présente autorisation est conférée pour une durée de cinq ans à dater de la date de l'Assemblée Générale qui l'a approuvée.

#### **E.7. Ajout d'un alinéa à l'article 14 des statuts**

##### Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide d'ajouter le texte suivant comme alinéa dernier de l'article 14 des statuts :

« *Le registre des actions ou le(s) registre(s) des obligations de la société peut (peuvent) être tenu(s) sur papier ou par n'importe quel moyen électronique ou dématérialisé dans les limites des dispositions légales.* »

#### **E.8. Modification du second alinéa de l'article 19 des statuts**

##### Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide de remplacer le second alinéa de l'article 19 des statuts par le texte suivant :

« *Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président, soit par deux administrateurs, soit par le 'Secretary General', soit encore par le 'General Counsel'.* »

#### **E.9. Modification du second tiret de l'article 20 des statuts par laquelle les compétences du Comité de Rémunération et de Nomination sont étendues à la gouvernance**

##### Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide de remplacer le second tiret de l'article 20 des statuts par le texte suivant afin de refléter l'extension des compétences dudit comité :

« - *Un Comité de Gouvernance, de Nomination et de Rémunération tel que prévu à l'article 526quater du Code des Sociétés avec notamment les missions*

*prévues à cet effet. »*

**E.10. Modification du second alinéa de l'article 36 des statuts, en vue de l'aligner avec le texte actuel du Code des sociétés**

Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide de remplacer le second alinéa de l'article 36 des statuts par le texte suivant afin de l'aligner avec le texte actuel du Code des sociétés :

*« Le Conseil d'Administration peut déterminer la forme des procurations; celles-ci doivent parvenir à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'Assemblée. »*

**E.11. Modification de l'article 37 des statuts**

Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide de remplacer l'article 37 actuel des statuts par le texte suivant :

*« L'Assemblée Générale est présidée par le président du Conseil d'Administration, à son défaut par un vice-président et, en cas d'empêchement de l'un et de l'autre, par un autre administrateur. Le président désigne un secrétaire, qui peut (mais ne doit pas nécessairement) être un actionnaire, et choisit deux scrutateurs, qui peuvent (mais ne doivent pas nécessairement) être des actionnaires ; ceux-ci, ensemble avec les administrateurs présents, constituent le bureau. »*

**E.12. Ajout d'un texte au second alinéa de l'article 38 des statuts**

Proposition de décision :

L'Assemblée Générale décide d'ajouter le texte suivant au second alinéa de l'article 38 des statuts entre « *son pouvoir votal tombera en deçà d'un des seuils visés ci-avant.* » et « *Ces déclarations se feront dans les cas et selon...* » :

*« Les mêmes obligations en matière de déclaration s'appliqueront aux titres et contrats d'option, contrats à terme, contrats d'échange, accords de taux futurs et tous autres contrats dérivés pour autant qu'ils donnent à leur détenteur le droit d'acquérir, de sa propre initiative uniquement, en vertu d'un accord formel (c'est-à-dire un accord contraignant en vertu de la législation applicable), des titres déjà émis conférant le droit de vote. Pour que les obligations en matière de déclaration trouvent à s'appliquer, le détenteur doit bénéficier, à terme ou non, soit du droit inconditionnel d'acquérir les titres sous-jacents conférant le droit de vote, soit du pouvoir discrétionnaire d'acquérir ou non de tels titres conférant le droit de vote. Si le droit du détenteur d'acquérir les titres sous-jacents conférant le droit de vote dépend uniquement d'un événement qu'il a le pouvoir de faire survenir ou d'empêcher, ce droit est considéré comme inconditionnel. »*

**II. Convocations.**

Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article 533 du Code des Sociétés par des annonces insérées dans :

- 1/ le Moniteur belge du 26 mars 2013.
- 2/ les journaux « L'Echo » et « De Tijd » du 26 mars 2013.
- 3/ « REUTERS » et « BLOOMBERG » du 26 mars 2013.

Le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs.

Les actionnaires en nom, les administrateurs et le commissaire ont en outre été convoqués par lettre leur adressée le 26 mars 2013, lettre dont une copie est déposée sur le bureau.

**III. Admission à l'assemblée.**

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés à l'article 35 des statuts, relatif aux formalités d'admission aux assemblées.



IV. Quorum.

Pour pouvoir délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour, l'assemblée doit réunir au moins la moitié du capital.

Qu'une première assemblée ayant le même ordre du jour, tenue le 25 mars 2013 n'a pu délibérer valablement, le quorum légal n'ayant pas été réuni.

Que la présente assemblée peut donc délibérer valablement quel que soit le nombre de titres représentés, conformément aux articles 558 et 559 du Code des sociétés.

Il résulte de la liste de présence annexée au présent procès-verbal que la présente assemblée représente cent vingt-huit millions trois cent quarante-six mille deux cent soixante-quatre (128.346.264) actions, soit plus de la moitié.

V. Droit de vote - Majorité.

Conformément aux statuts, chaque action donne droit à une (1) voix.

Conformément à l'article 558 du Code des sociétés, pour être valablement prises, les résolutions sur les points E.2 à E.4, E.7 à E.12 de l'ordre du jour doivent réunir une majorité de trois quarts des voix.

Conformément à l'article 559 du Code des sociétés, pour être valablement prises, les résolutions sur les points E.5 à E.6 de l'ordre du jour doivent réunir une majorité de quatre cinquième des voix.

Le conseil d'administration a décidé de ne pas soumettre les points E.2, E.3, E.5 et E.6 de l'ordre du jour au vote de l'assemblée. Le Président constate que l'assemblée partage cet avis et l'approuve.

VI. Validité de l'assemblée.

Par conséquent, la présente assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée reconnaît l'exactitude de l'exposé du Président.

**-\* Résolutions \*-**

Ensuite, le Président soumet à l'adoption de l'assemblée les résolutions suivantes :

**PREMIERE RESOLUTION – point E.4. de l'ordre du jour**

L'Assemblée Générale décide de remplacer l'article 11 a) des statuts par le texte suivant :

*« Les actions sont nominatives ou dématérialisées, au choix de l'actionnaire et dans les limites des dispositions légales.*

*Disposition transitoire : Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les actions entièrement libérées sont nominatives, dématérialisées ou au porteur, au choix de l'actionnaire et dans les limites des dispositions légales. Les titres au porteur de la société, déjà émis et inscrits en compte-titres au premier janvier deux mille huit, existent sous forme dématérialisée à partir de cette date. Les autres titres au porteur seront, au fur et à mesure de leur inscription en compte-titres à partir du premier janvier deux mille huit, également automatiquement convertis en titres dématérialisés. »*

**Délibération.**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 128.346.264 ce qui représente 100 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 124.822.879 voix pour,

3.520.193 voix contre et 3.192 abstentions.

**DEUXIEME RESOLUTION – point E.7. de l'ordre du jour.**

L'Assemblée Générale décide d'ajouter le texte suivant comme alinéa dernier de l'article 14 des statuts :

« *Le registre des actions ou le(s) registre(s) des obligations de la société peut (peuvent) être tenu(s) sur papier ou par n'importe quel moyen électronique ou dématérialisé dans les limites des dispositions légales.* »

**Délibération.**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 128.346.264 ce qui représente 100 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 124.815.944 voix pour, 3.520.469 voix contre et 9.851 abstentions.

**TROISIEME RESOLUTION – point E.8. de l'ordre du jour.**

L'Assemblée Générale décide de remplacer le second alinéa de l'article 19 des statuts par le texte suivant :

« *Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président, soit par deux administrateurs, soit par le 'Secretary General', soit encore par le 'General Counsel'.* »

**Délibération.**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 125.346.264 ce qui représente 97,66 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 125.341.540 voix pour, 29 voix contre et 4.695 abstentions.

**QUATRIEME RESOLUTION – point E.9. de l'ordre du jour.**

L'Assemblée Générale décide de remplacer le second tiret de l'article 20 des statuts par le texte suivant afin de refléter l'extension des compétences dudit comité :

« *- Un Comité de Gouvernance, de Nomination et de Rémunération tel que prévu à l'article 526quater du Code des Sociétés avec notamment les missions prévues à cet effet.* »

**Délibération**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 128.346.264 ce qui représente 100 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 128.335.870 voix pour, 6.069 voix contre et 4.325 abstentions.

**CINQUIEME RESOLUTION – point E.10. de l'ordre du jour.**

L'Assemblée Générale décide de remplacer le second alinéa de l'article 36 des statuts par le texte suivant afin de l'aligner avec le texte actuel du Code des sociétés :

« *Le Conseil d'Administration peut déterminer la forme des procurations; celles-ci doivent parvenir à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'Assemblée.* »

**Délibération.**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 128.346.264 ce qui représente 100 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 128.341.567 voix pour, 1.704 voix contre et 2.993 abstentions.

#### **SIXIEME RESOLUTION –point E.11. de l'ordre du jour.**

L'Assemblée Générale décide de remplacer l'article 37 actuel des statuts par le texte suivant :

*« L'Assemblée Générale est présidée par le président du Conseil d'Administration, à son défaut par un vice-président et, en cas d'empêchement de l'un et de l'autre, par un autre administrateur. Le président désigne un secrétaire, qui peut (mais ne doit pas nécessairement) être un actionnaire, et choisit deux scrutateurs, qui peuvent (mais ne doivent pas nécessairement) être des actionnaires ; ceux-ci, ensemble avec les administrateurs présents, constituent le bureau. »*

#### **Délibération.**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 128.346.264 ce qui représente 100 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 128.340.986 voix pour, 1.740 voix contre et 3.538 abstentions.

#### **SEPTIEME RESOLUTION – point E.12. de l'ordre du jour.**

L'Assemblée Générale décide d'ajouter le texte suivant au second alinéa de l'article 38 des statuts entre « *son pouvoir vital tombera en deçà d'un des seuils visés ci-avant.* » et « *Ces déclarations se feront dans les cas et selon...* » :

*« Les mêmes obligations en matière de déclaration s'appliqueront aux titres et contrats d'option, contrats à terme, contrats d'échange, accords de taux futurs et tous autres contrats dérivés pour autant qu'ils donnent à leur détenteur le droit d'acquérir, de sa propre initiative uniquement, en vertu d'un accord formel (c'est-à-dire un accord contraignant en vertu de la législation applicable), des titres déjà émis conférant le droit de vote. Pour que les obligations en matière de déclaration trouvent à s'appliquer, le détenteur doit bénéficier, à terme ou non, soit du droit inconditionnel d'acquérir les titres sous-jacents conférant le droit de vote, soit du pouvoir discrétionnaire d'acquérir ou non de tels titres conférant le droit de vote. Si le droit du détenteur d'acquérir les titres sous-jacents conférant le droit de vote dépend uniquement d'un événement qu'il a le pouvoir de faire survenir ou d'empêcher, ce droit est considéré comme inconditionnel. »*

#### **Délibération.**

Le nombre total d'actions pour lesquelles un vote a été valablement exprimé pour cette résolution correspond au nombre de votes valablement exprimé et s'élève à 128.346.264 ce qui représente 100 % du capital présent ou représenté à l'ouverture de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée par 121.144.472 voix pour, 7.198.799 voix contre et 2.993 abstentions.

**-\* Clôture \*-**

Le Président constatant que l'ordre du jour est épuisé, la séance en



présence du notaire est levée à 13 heures 30 minutes.

Tous pouvoirs sont conférés à Mesdames Stéphanie ERNAELSTEEN et Catherine LELONG, agissant séparément, pour l'établissement du texte coordonné des statuts.

**-\* Droit d'écriture \*-**

Le droit d'écriture (Code des droits et taxes divers) s'élève à nonante-cinq euros (95 EUR) et est payé sur déclaration par le notaire soussigné.

**DONT PROCES-VERBAL.**

Passé aux lieu et place indiqués ci-avant.

Après lecture intégrale et commentée, les membres du bureau et les membres de l'assemblée qui en ont exprimé le souhait, ont signé avec le notaire.  
(Suit le texte néerlandais)



## **UCB**

naamloze vennootschap  
met maatschappelijke zetel te Anderlecht (1070 Brussel), Researchdreef, 60,  
gerechtelijk arrondissement van Brussel  
Rechtspersonenregister nummer 0403.053.608.

\*\*\*

Opgericht blijktens akte verleden voor notaris Edouard VAN HALTEREN te Brussel, op zesentwintig mei negentienhonderd vijftientwintig, gepubliceerd in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van vijftien/zestien juni nadien, onder nummer 7798.

De statuten werden voor het laatst gewijzigd ingevolge akte van notaris Damien HISETTE, geassocieerde notaris te Brussel, op vijf maart tweeduizend dertien, gepubliceerd in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad onder nummer 2013-03-27 / 0048703.

---

## **STATUTENWIJZIGINGEN**

---

### **HET JAAR TWEEDUIZEND DERTIEN**

#### **Op vijftientwintig april**

Ten zetel van de vennootschap,

Voor **Damien HISETTE**, geassocieerde notaris te Brussel.

Werd gehouden de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de naamloze vennootschap UCB, met maatschappelijke zetel te Anderlecht (1070 Brussel), Researchdreef, 60.

#### **-\* Bureau \*-**

De vergadering werd geopend om 11 uur onder het voorzitterschap van de heer Gerhard MAYR, geboren te Cairo (Egypte), op 5 december 1946, wonende te SW1 W9AQ Londen (Verenigd Koninkrijk), Eaton Square 95, in aanwezigheid van ondergetekende notaris.

De Voorzitter stelt aan als secretaris Mevrouw WYCKAERT Marieke, geboren te Ukkel, op 25 september 1961, wonende te 3020 Herent, Wilsesesteenweg 113.

De Voorzitter kiest als stemopnemers:

- Mevrouw Bridget van RIJCKEVORSEL, geboren te Ukkel, op 19 februari 1947, wonende te 1150 Brussel, Zonnegaarde 6; en,

- de heer Cyril JANSSEN, geboren te Ukkel, op 17 december 1971, wonende te 1310 La Hulpe, rue Gaston Bary 89.

De aanwezige bestuurders vullen het bureau aan.

#### **-\* Samenstelling van de vergadering \*-**

Zijn op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd de aandeelhouders wiens identiteit evenals het aantal effecten die zij bezitten, vermeld zijn op de hier aangehechte aanwezigheidslijst, dewelke door al de aanwezige aandeelhouders en volmachtdraggers, de leden van het bureau en de notaris werd ondertekend.

De daarin vermelde onderhandse volmachten zijn aan deze akte aangehecht.

**-\* Uiteenzetting van de voorzitter \*-**

De Voorzitter zet uiteen :

I. Agenda.

Dat de agendapunten van huidige vergadering die het voorwerp van dit proces-verbaal uitmaken de volgende zijn:

**E.1.Bijzonder verslag van de Raad van Bestuur over het gebruik en het doel van het toegestaan kapitaal, opgesteld in toepassing van artikel 604 van het Wetboek van vennootschappen**

**E.2.Wijziging van artikel 6 van de statuten door een lid 2 aan dit artikel toe te voegen. Het huidige enige lid zal lid 1 van artikel 6 worden:**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om de Raad van Bestuur de bevoegdheid toe te kennen om het kapitaal te verhogen. Bijgevolg beslist de Algemene Vergadering om de volgende tekst toe te voegen als lid 2 van artikel 6:

Lid 2

*“De Raad van Bestuur heeft de bevoegdheid om het maatschappelijk kapitaal in één of meer malen te verhogen met een bedrag van maximaal vijfhonderd miljoen euro (€ 500.000.000), inclusief door de uitgifte van warrants of converteerbare obligaties.*

*De Raad van Bestuur is uitdrukkelijk gemachtigd om deze bevoegdheid te gebruiken voor de volgende verrichtingen:*

*1. De kapitaalverhogingen of de uitgiften van converteerbare obligaties (of van warrants) waarbij het voorkeurrecht van de aandeelhouders is beperkt of uitgesloten.*

*2. De kapitaalverhogingen of de uitgiften van converteerbare obligaties waarbij het voorkeurrecht van de aandeelhouders is beperkt of uitgesloten ten gunste van één of meer bepaalde personen, andere dan personeelsleden van de vennootschap of van haar dochtervennootschappen.*

*3. De kapitaalverhogingen die geschieden door omzetting van de reserves en/of uitgiftepremies.*

*Een dergelijke kapitaalverhoging kan om het even welke vorm aannemen, met inbegrip van, maar zonder beperking tot, een inbreng in geld of in natura, met of zonder uitgiftepremie, door omzetting van de reserves en/of uitgiftepremies, voor zover bij wet toegelaten.*

*Elk gebruik van de bevoegdheid die in dit lid wordt toegekend kan alleen gebeuren bij bijzondere meerderheid binnen de Raad van Bestuur, namelijk enerzijds een meerderheid van de onafhankelijke bestuurders en anderzijds een meerderheid van de bestuurders die de Referentieaandeelhouder vertegenwoordigen. Voor de toepassing van dit lid betekent de Referentieaandeelhouder de persoon (of personen) die een vennootschap vertegenwoordigen die een kennisgeving heeft verricht als bedoeld in artikel 74 van de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen.*

*De bevoegdheid van de Raad van Bestuur krachtens dit lid wordt toegekend voor een periode van vijf jaar te rekenen van haar bekendmaking.”*

**E.3.Verdere wijziging van artikel 6 van de statuten door een extra lid 3 aan dit artikel toe te voegen**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om de Raad van Bestuur de bevoegdheid toe te kennen om het kapitaal te verhogen in het geval van een openbaar overnamebod op de volgende tekst toe te voegen als lid 3 van artikel 6:

Lid 3

*“De Raad van Bestuur is uitdrukkelijk gemachtigd om, ingeval van een openbaar overnamebod op effecten van de vennootschap, het maatschappelijk kapitaal in één of meer malen te verhogen met een bedrag van maximaal vijfhonderd*



*miljoen euro (€ 500.000.000), inclusief door de uitgifte van warrants of converteerbare obligaties, op de wijze en onder de voorwaarden die beschreven zijn in artikel 607 van het Wetboek van vennootschappen, en op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als bepaald in lid 2 hierboven.*

*De bevoegdheid van de Raad van Bestuur krachtens dit lid wordt verleend voor een periode van drie jaar te rekenen van haar bekendmaking.*

*Het totaal bedrag waarmee het maatschappelijk kapitaal wordt verhoogd met toepassing van dit lid en lid 2 hierboven mag niet hoger zijn dan vijfhonderd miljoen euro (€ 500.000.000).*

*De Raad van Bestuur heeft de bevoegdheid om, met recht van indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om daarin de kapitaalverhogingen weer te geven die het gevolg zijn van de uitoefening van zijn bevoegdheden krachtens dit lid en lid 2 hierboven.”*

#### **E.4.Aanpassing van artikel 11 a) van de statuten, dat wordt vervangen door de onderstaande tekst, en waarbij een overgangsbepaling wordt toegevoegd**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om lid 2 van artikel 11 a) van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

*“De aandelen zijn op naam of gedematerialiseerd naar keuze van de aandeelhouder en binnen de door de wet gestelde beperkingen.*

*Overgangsbepaling: Tot 1 januari 2014 zijn de volledig volgestorte aandelen op naam, gedematerialiseerd of aan toonder naar keuze van de aandeelhouder en binnen de door de wet gestelde beperkingen. De aandelen die zijn uitgegeven door de vennootschap en dewelke zich op een effectenrekening bevinden op één januari tweeduizend en acht, bestaan in gedematerialiseerde vorm vanaf die datum. De andere effecten aan toonder worden, naarmate zij vanaf één januari tweeduizend en acht op een effectenrekening worden ingeschreven, eveneens automatisch gedematerialiseerd.”*

#### **E.5.Vervanging van lid 3 tot het einde van artikel 12 van de statuten door een nieuwe formulering**

Voorgestelde beslissingen:

De Algemene Vergadering beslist om lid 3 tot het einde van artikel 12 van de statuten te vervangen door de volgende tekst, met het oog op de hernieuwing van de machtiging van de Algemene Vergadering aan de Raad van Bestuur met betrekking tot de verkrijging en de vervreemding van eigen aandelen:

*“De Raad van Bestuur is gemachtigd om op of buiten de beurs, bij wijze van aankoop, omruiling, inbreng of om het even welke andere wijze van verkrijging, rechtstreeks of onrechtstreeks, het maximum aantal eigen aandelen dat bij wet is toegelaten te verkrijgen tegen een vergoeding per aandeel gelijk aan maximaal de hoogste koers van het aandeel op de beurs van Euronext Brussel op de datum van de verkrijging en minimaal één euro (€ 1). Deze machtiging wordt verleend voor een periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de Algemene Vergadering die haar heeft goedgekeurd.*

*De Raad van Bestuur is gemachtigd om op of buiten de beurs, bij wijze van aankoop, omruiling, inbreng of om het even welke andere wijze van verkrijging, rechtstreeks of onrechtstreeks, eigen aandelen te verkrijgen in overeenstemming met het Wetboek van vennootschappen wanneer de verkrijging noodzakelijk is ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap. Deze machtiging wordt verleend voor een periode van drie jaar te rekenen van haar bekendmaking.*

*De Raad van Bestuur is gemachtigd om op of buiten de beurs, bij wijze van verkoop, omruiling, inbreng of om het even welke andere wijze van vervreemding, rechtstreeks of onrechtstreeks, eigen aandelen te vervreemden in overeenstemming met artikel 622, §2, lid 1 van het Wetboek van vennootschappen. Deze machtiging wordt verleend voor onbepaalde duur. Voor alle duidelijkheid: deze machtiging omvat de vervreemding noodzakelijk ter*

vermijding van dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap.  
De Raad van Bestuur is gemachtigd om op de beurs of via een aanbod tot verkoop, rechtstreeks of onrechtstreeks, eigen aandelen te vervreemden in overeenstemming met artikel 622, §2, lid 2, 2° van het Wetboek van vennootschappen wanneer de vervreemding noodzakelijk is ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap. Deze machtiging wordt verleend voor een periode van drie jaar te rekenen van haar bekendmaking. De machtigingen die krachtens dit artikel aan de Raad van Bestuur worden verleend, zijn ook van toepassing op alle verkrijgingen of vervreemdingen van aandelen van de vennootschap die, rechtstreeks of onrechtstreeks, worden uitgevoerd door de rechtstreekse dochtervennootschappen van de vennootschap in de zin van artikel 627 van het Wetboek van vennootschappen.”

#### **E.6.Voorstel waarover slechts moet worden gestemd indien voorstel E.5 niet wordt aanvaard**

Wijziging van de beperkingen op de verkrijging van eigen aandelen vastgelegd tijdens de Algemene Vergadering van 6 november 2009. Dit zal UCB NV in staat stellen om de opties in aandelen van UCB NV die zij momenteel aanhoudt, te gelde te maken tegen betere voorwaarden dan mogelijk zou zijn onder de huidige machtiging van de Algemene Vergadering van 2009:

Voorgestelde beslissing:

Aangezien voorstel E.5 niet werd aanvaard, beslist de Algemene Vergadering om de beperkingen op de verkrijging van eigen aandelen vastgelegd tijdens de Algemene Vergadering van 6 november 2009 te wijzigen, aangezien zulke wijziging UCB NV in staat zal stellen om de opties in aandelen van UCB NV die zij momenteel in bezit heeft te gelde te maken tegen betere voorwaarden dan mogelijk zou zijn onder de huidige machtiging van de Algemene Vergadering van 2009.

Bijgevolg beslist de Algemene Vergadering om de machtiging verleend in 2009 te hernieuwen en om de Raad van Bestuur te machtigen om op of buiten de beurs, bij wijze van aankoop, omruiling, inbreng of om het even welke andere wijze van verkrijging, rechtstreeks of onrechtstreeks, het maximum aantal eigen aandelen dat bij wet is toegelaten te verkrijgen tegen een vergoeding per aandeel gelijk aan maximaal de hoogste koers van het aandeel op de beurs van Euronext Brussel op de datum van de verkrijging en minimaal één euro (€ 1). Deze machtiging wordt verleend voor een periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de Algemene Vergadering die haar heeft goedgekeurd.

#### **E.7.Toevoeging van een lid aan artikel 14 van de statuten**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om de volgende tekst toe te voegen als laatste lid van artikel 14 van de statuten:

*“Het aandelenregister of het/de register(s) van obligaties van de vennootschap mag (mogen) hetzij op papier, hetzij in om het even welke vorm, elektronisch of gedematerialiseerd, worden bijgehouden binnen de door de wet gestelde beperkingen.”*

#### **E.8.Wijziging van lid 2 van artikel 19 van de statuten**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om lid 2 van artikel 19 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

*“De kopieën of uittreksels van deze notulen, welke in rechte of elders dienen voorgelegd, worden ondertekend door hetzij de voorzitter, hetzij twee bestuurders, hetzij de ‘Secretary General’, hetzij de ‘General Counsel’.”*

#### **E.9.Wijziging van het tweede gedachtestreepje van artikel 20 van de statuten, waarbij de bevoegdheden van het Comité van Bezoldigingen en Benoemingen worden uitgebreid met Corporate Governance**

Voorgestelde beslissing:



De Algemene Vergadering beslist om het tweede gedachtestreepje van artikel 20 van de statuten te vervangen door de volgende tekst om de uitbreiding van de bevoegdheden van het vermelde comité weer te geven:

*“- Een comité van Corporate Governance, Benoemingen en Remuneratie zoals bepaald in artikel 526quater van het Wetboek van vennootschappen met onder andere de taken beschreven in dat artikel.”*

#### **E.10. Wijziging van lid 2 van artikel 36 van de statuten, om dit af te stemmen op de huidige tekst van het Wetboek van vennootschappen**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om lid 2 van artikel 36 van de statuten te vervangen door de volgende tekst om het in lijn te brengen met de huidige tekst van het Wetboek van vennootschappen:

*“De Raad van Bestuur kan de vorm van de volmachten bepalen; de vennootschap moet deze uiterlijk op de zesde dag voor de datum van de vergadering ontvangen.”*

#### **E.11. Wijziging van artikel 37 van de statuten**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om artikel 37 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

*“De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij afwezigheid, door een ondervoorzitter en bij belet van de ene en de andere, door een andere bestuurder. De voorzitter stelt een secretaris aan, die een aandeelhouder mag maar niet hoeft te zijn, en kiest twee stemopnemers, die aandeelhouders mogen maar niet hoeven te zijn; zij vormen samen met de aanwezige bestuurders het bureau.”*

#### **E.12. Toevoeging van een tekst aan lid 2 van artikel 38 van de statuten**

Voorgestelde beslissing:

De Algemene Vergadering beslist om de volgende tekst toe te voegen in lid 2 van artikel 38 van de statuten tussen “zijn stemkracht onder één van de hiervoor bedoelde drempels zakt.” en “Deze verklaringen zullen gebeuren in de gevallen ...”:

*“Dezelfde kennisgevingverplichtingen zijn van toepassing op effecten, alsook opties, futures, swaps, rentetermijncontracten en andere derivatencontracten indien zij de houder ervan het recht verlenen om, uitsluitend op eigen beweging, uit hoofde van een formele overeenkomst (dit wil zeggen een overeenkomst die krachtens het toepasselijke recht bindend is), reeds uitgegeven stemrechtverlenende effecten te verwerven. Opdat de kennisgevingverplichtingen toepassing zouden vinden, moet de houder, al dan niet op termijn, hetzij het onvoorwaardelijke recht hebben om de onderliggende stemrechtverlenende effecten te verwerven hetzij naar eigen goeddunken gebruik kunnen maken van zijn recht om dergelijke stemrechtverlenende effecten al dan niet te verwerven. Indien het recht van de houder om de onderliggende stemrechtverlenende effecten te verwerven enkel afhangt van een gebeurtenis die de houder vermag te doen plaatshebben of te verhinderen wordt dit recht als onvoorwaardelijk beschouwd.”*

## II. Oproepingen.

Dat de bijeenroepingen, die de agenda vermelden, werden gedaan overeenkomstig artikel 533 van het Wetboek van vennootschappen door middel van aankondigingen geplaatst in :

1/ het Belgisch Staatsblad van 26 maart 2013.

2/ de dagbladen "L'Echo" en "De Tijd" van 26 maart 2013.

3/ “REUTERS” en “BLOOMBERG” van 26 maart 2013.

De Voorzitter legt de bewijsnummers op het bureau.

Dat de aandeelhouders op naam, de bestuurders en commissaris

bovendien werden opgeroepen bij brief hun verzonden op 26 maart 2013, brief waarvan een kopie op het bureau wordt neergelegd.

III. Toelating op de vergadering.

Dat om de vergadering bij te wonen de aanwezige en vertegenwoordigde aandeelhouders zich geschikt hebben naar artikel 35 van de statuten met betrekking tot de voorwaarden voor toelating op de vergaderingen.

IV. Quorum.

Dat om geldig te kunnen beraadslagen over de agendapunten, de vergadering minstens de helft van het kapitaal moet vertegenwoordigen.

Maar dat een eerste vergadering, met dezelfde agenda gehouden op 25 maart 2013 echter niet geldig heeft kunnen beraadslagen, daar het wettelijk quorum niet werd bereikt.

Dat huidige vergadering bijgevolg geldig zal beraadslagen en besluiten welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen zij, overeenkomstig artikelen 558 en 559 van het Wetboek van vennootschappen

Dat er uit de hier aangehechte aanwezigheidslijst blijkt dat huidige vergadering honderd achtentwintig miljoen driehonderd zesenvierendertigduizend tweehonderd vierenzestig (128.346.264) aandelen vertegenwoordigt, hetzij meer dan de helft.

V. Stemrecht - Meerderheid.

Dat overeenkomstig de statuten, ieder aandeel recht geeft op één (1) stem.

Dat, overeenkomstig artikel 558 van het Wetboek van vennootschappen, om geldig te worden aangenomen, de besluiten over punten E.2 tot E.4, E.7 tot E.12 van de agenda een meerderheid drie vierden van de stemmen moeten bekomen.

Dat, overeenkomstig artikel 559 van het Wetboek van vennootschappen, om geldig te worden aangenomen, de besluiten over punten E.5. tot E.6. van de agenda een meerderheid vier vijfden van de stemmen moeten bekomen.

De raad van bestuur heeft beslist om de agendapunten E2, E3, E5 en E6 niet formeel ter stemming voor te leggen. De Voorzitter stelt vast dat de algemene vergadering deze mening deelt en goedkeurt.

VI. Geldigheid van de vergadering.

Dat, bijgevolg, huidige vergadering geldig is samengesteld om te beraadslagen over de punten op de agenda.

De vergadering erkent de juistheid van de uiteenzetting door de Voorzitter.

**-\* Beraadslaging en Besluiten \*-**

Vervolgens legt de Voorzitter volgende besluiten ter stemming:

**EERSTE BESLUIT –punt E.4. van de agenda.**

De Algemene Vergadering beslist om artikel 11 a) van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

*“De aandelen zijn op naam of gedematerialiseerd naar keuze van de aandeelhouder en binnen de door de wet gestelde beperkingen.*

*Overgangsbepaling: Tot 1 januari 2014 zijn de volledig volgestorte aandelen op naam, gedematerialiseerd of aan toonder naar keuze van de*

*aandeelhouder en binnen de door de wet gestelde beperkingen. De aandelen aan toonder van de vennootschap die zijn uitgegeven door de vennootschap en dewelke zich op een effectenrekening bevinden op één januari tweeduizend en acht, bestaan in gedematerialiseerde vorm vanaf die datum. De andere effecten aan toonder worden, naarmate zij vanaf één januari tweeduizend en acht op een effectenrekening worden ingeschreven, eveneens automatisch gedematerialiseerd.”*

#### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 128.346.264 wat 100% vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 124.822.879 stemmen voor, 3.520.193 stemmen tegen en 3.192 onthoudingen.

#### **TWEEDE BESLUIT – punt E.7. van de agenda.**

De Algemene Vergadering beslist om de volgende tekst toe te voegen als laatste lid van artikel 14 van de statuten:

*“Het aandelenregister of het/de register(s) van obligaties van de vennootschap mag (mogen) hetzij op papier, hetzij in om het even welke vorm, elektronisch of gedematerialiseerd, worden bijgehouden binnen de door de wet gestelde beperkingen.”*

#### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 128.346.264 wat 100% vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 124.815.944 stemmen voor, 3.520.469 stemmen tegen en 9.851 onthoudingen.

#### **DERDE BESLUIT – punt E.8. van de agenda.**

De Algemene Vergadering beslist om lid 2 van artikel 19 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

*“De kopieën of uittreksels van deze notulen, welke in rechte of elders dienen voorgelegd, worden ondertekend door hetzij de voorzitter, hetzij twee bestuurders, hetzij de ‘Secretary General’, hetzij de ‘General Counsel’.”*

#### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 125.346.264 wat 97,66 % vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 125.341.540 stemmen voor, 29 stemmen tegen en 4.695 onthoudingen.

#### **VIERDE BESLUIT – punt E.9. van de agenda.**

De Algemene Vergadering beslist om het tweede gedachtestreepje van artikel 20 van de statuten te vervangen door de volgende tekst om de uitbreiding van de bevoegdheden van het vermelde comité weer te geven:

*“- Een comité van Corporate Governance, Benoemingen en*



*Remuneratie zoals bepaald in artikel 526quater van het Wetboek van vennootschappen met onder andere de taken daartoe voorzien.”*

#### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 128.346.264 wat 100% vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 128.335.870 stemmen voor, 6.069 stemmen tegen en 4.325 onthoudingen.

#### **VIJFDE BESLUIT – punt E.10. van de agenda .**

De Algemene Vergadering beslist om lid 2 van artikel 36 van de statuten te vervangen door de volgende tekst om het in lijn te brengen met de huidige tekst van het Wetboek van vennootschappen:

*“De Raad van Bestuur kan de vorm van de volmachten bepalen; de vennootschap moet deze uiterlijk op de zesde dag voor de datum van de vergadering ontvangen.”*

#### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 128.346.264 wat 100% vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 128.341.567 stemmen voor, 1.704 stemmen tegen en 2.993 onthoudingen.

#### **ZESDE BESLUIT – punt E.11. van de agenda.**

De Algemene Vergadering beslist om artikel 37 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

*“De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij afwezigheid, door een ondervoorzitter en bij belet van de ene en de andere, door een andere bestuurder. De voorzitter stelt een secretaris aan, die een aandeelhouder mag maar niet hoeft te zijn, en kiest twee stemopnemers, die aandeelhouders mogen maar niet hoeven te zijn; zij vormen samen met de aanwezige bestuurders het bureau.”*

#### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 128.346.264 wat 100% vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 128.340.986 stemmen voor, 1.740 stemmen tegen en 3.538 onthoudingen.

#### **ZEVENDE BESLUIT – punt E.12. van de agenda.**

De Algemene Vergadering beslist om de volgende tekst toe te voegen in lid 2 van artikel 38 van de statuten tussen “zijn stemkracht onder één van de hiervoor bedoelde drempels zakt.” en “Deze verklaringen zullen gebeuren in de gevallen ...”:

*“Dezelfde kennisgevingverplichtingen zijn van toepassing op effecten, alsook opties, futures, swaps, rentetermijncontracten en andere*

*derivatencontracten indien zij de houder ervan het recht verlenen om, uitsluitend op eigen beweging, uit hoofde van een formele overeenkomst (dit wil zeggen een overeenkomst die krachtens het toepasselijke recht bindend is), reeds uitgegeven stemrechtverlenende effecten te verwerven. Opdat de kennisgevingverplichtingen toepassing zouden vinden, moet de houder, al dan niet op termijn, hetzij het onvoorwaardelijke recht hebben om de onderliggende stemrechtverlenende effecten te verwerven hetzij naar eigen goeddunken gebruik kunnen maken van zijn recht om dergelijke stemrechtverlenende effecten al dan niet te verwerven. Indien het recht van de houder om de onderliggende stemrechtverlenende effecten te verwerven enkel afhangt van een gebeurtenis die de houder vermog te doen plaatshebben of te verhinderen wordt dit recht als onvoorwaardelijk beschouwd.”*

### **Beraadslaging.**

Het totaal aantal aandelen voor welk een stem voor dit besluit geldig werd uitgebracht is gelijk aan het aantal stemmen geldig uitgebracht en bedraagt 128.346.264 wat 100% vertegenwoordigt van het kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd bij de opening van de vergadering.

Dit besluit wordt door de vergadering aangenomen met 121.144.472 stemmen voor, 7.198.799 stemmen tegen en 2.993 onthoudingen.

### **-\* Afsluiting \*-**

De Voorzitter stelt vast dat de agenda afgehandeld is.

De vergadering in aanwezigheid van de notaris wordt opgeheven om 13 uur 30 minuten.

Alle machten worden verleend aan Mevrouwen Stéphanie Ernaelsteen en Catherine Lelong, voor het opstellen van de gecoördineerde statuten.

### **-\* Recht op geschriften \*-**

Het recht op geschriften (Wetboek diverse rechten en taksen) bedraagt vijftiennegentig euro (95 EUR) en wordt betaald op aangifte door ondergetekende notaris.

### **WAARVAN PROCES-VERBAAL.**

Opgemaakt datum en plaats als hierboven.

Na volledige lezing en toelichting van de akte, hebben de leden van het bureau en de leden van de vergadering die het wensten met de notaris getekend.